



Pétition Nationale

**La POSTE**

L'ouverture à la concurrence des activités postales décidée à Bruxelles, la transformation engagée de La Poste en entreprise commerciale privée, renforcent **les inégalités sociales et géographiques**, et se situent dans un cadre plus large de démantèlement des services publics. **Le droit à la communication, les moyens de paiement**, sont ainsi directement visés.

**Nous** affirmons que La Poste doit demeurer **un service public de proximité et de qualité pour tous les citoyens**. Son réseau d'acheminement du courrier et des colis, celui des bureaux - dont l'accueil est à améliorer, doivent demeurer complémentaires, être modernisés et développés pour **répondre aux besoins, actuels et futurs**, de tous les usagers, dans les zones rurales et urbaines, participant ainsi à **l'aménagement du territoire**. Les services et produits de La Poste doivent être **accessibles à tous**, y compris les plus modestes. **D'utilité publique**, les emplois de postiers doivent être **plus nombreux et revalorisés**, par le recrutement de fonctionnaires, la titularisation des contractuels, avec des garanties collectives améliorées.

Nom - Prénom : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Entreprise : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_



Pétition Nationale

**FRANCE  
TELECOM**

## Les signataires de cette pétition exigent :

- que les citoyens donnent leur avis, soient consultés sur leurs besoins et le devenir du service public, la ré appropriation publique totale de France Télécom, au service du droit à la communication pour tous,
- le maintien et le développement des activités, notamment de proximité avec les emplois nécessaires, accompagnés d'une égalité tarifaire pour l'ensemble de la population,
- des coopérations avec la recherche, l'industrie et les autres services publics, pour une maîtrise publique nationale des réseaux et des infrastructures,
- des droits et des garanties collectives élevés pour l'ensemble des salariés du secteur.

Nom - Prénom : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Entreprise : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Pétition Nationale



**EDF - GDF**

Le principal argument avancé pour justifier la privatisation d'EDF et de GDF est le financement de leur développement.

C'est le même raisonnement qui a conduit à nationaliser en 1946 devant l'incapacité des entreprises privées à financer les investissements nécessaires pour satisfaire les besoins énergétiques du pays.

La privatisation des deux établissements amènerait ceux-ci à rémunérer les actionnaires à hauteur de 12%, alors que la rentabilité brute actuelle est de l'ordre de 6%, ce qui diminuerait de fait la capacité d'investissement des entreprises.

Cela conduirait de fait à une dégradation du service public, de la sécurité et des garanties collectives des salariés ainsi qu'à terme à une augmentation des tarifs pour les usagers.

Les ratios économiques utilisés par les marchés financiers pour évaluer les groupes et conditionner leurs financements ne sont pas pertinents pour évaluer un EPIC car, par nature, celui-ci bénéficie de fait de la garantie que lui accorde son statut public.

Les capacités d'investissement actuelles d'EDF et de GDF sont très importantes, notamment du fait de leur faible niveau d'endettement et de la faiblesse des taux d'intérêts dont ils bénéficient.

Elles permettent de faire face aux besoins d'investissements des entreprises en France au moins pour la décennie en cours.

Nom - Prénom : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Entreprise : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_